



Le projet Urbloom durera trois ans et concerne neuf villes européennes : Villeneuve-d'Ascq, Paris, Nancy, Toulouse, Marseille, Munich, Genève, Berlin et Vitoria-Gasteiz en Espagne. Photo Cédric Jacquot

L'interview
du samedi

Alice Michelot-Antalik, professeure en agroécologie

« Il faut tout faire pour protéger les insectes pollinisateurs »

Les insectes pollinisateurs sont les garants de notre sécurité alimentaire. Neuf villes d'Europe ont été choisies pour tester un projet destiné à leur donner un coup de pouce. Alice Michelot-Antalik, experte UNYS et professeure en agroécologie à l'Université de Lorraine (EN-SAIA) suivra le projet Urbloom à Nancy. Un projet destiné à créer des plates-bandes fleuries adaptées aux sécheresses en ville.

Vous êtes spécialiste des pollinisateurs et vous travaillez sur le projet Urbloom. Pouvez-vous expliquer en quoi consiste ce projet testé à Nancy ?

« On assiste au déclin mondial des pollinisateurs et nous pensons que les espaces verts urbains pourraient leur servir de refuge. Les plantes à fleurs ornementales qu'on trouve aujourd'hui en ville peuvent attirer différents groupes de pollinisateurs mais elles nécessitent un ar-

rosage fréquent et ne sont pas forcément adaptées au réchauffement climatique. Le projet européen Urbloom réunit neuf villes européennes dont Nancy. Il consiste à tester, en ville, un nouveau type de plates-bandes fleuries, plus résistantes à la sécheresse et plus attractives pour les insectes. L'objectif est donc de créer des massifs destinés à remplacer progressivement les plantations actuelles, aujourd'hui choisies principalement pour leur esthétique. Les nombreux scientifiques partenaires du projet veulent montrer qu'il est possible de concilier esthétique, adaptation au changement climatique et préservation de la biodiversité. Le projet sera mené en concertation avec les gestionnaires des espaces verts. »

Comment allez-vous mesurer les retombées de ces tests ?

« Nous étudierons les caractéristiques des fleurs, les quantités de nectar et de pollen, leurs formes, leurs cou-

leurs et la durée de floraison. Nous comparerons les plantes avec des niveaux d'arrosage différents afin d'évaluer leur résistance à la sécheresse. Pour les pollinisateurs, nous réaliserons un suivi une à deux fois par mois avec une approche non létale. L'objectif est d'identifier les principaux groupes de pollinisateurs qui profitent de ces fleurs sans les capturer. Nous suivrons notamment le comportement des abeilles sauvages, des papillons, des mouches, des coléoptères. Il s'agit de savoir si ces nouvelles bandes fleuries les attirent. »

Pourquoi miser sur l'espace urbain ?

« D'une part parce qu'avec le réchauffement climatique il est essentiel de travailler avec les villes pour rendre les espaces verts plus résistants à la sécheresse. D'autre part parce qu'il est urgent de protéger les pollinisateurs. Le projet comprend aussi un volet en sciences sociales. Nous chercherons à mesurer le res-

senti des gestionnaires d'espaces verts et des citoyens face à ces nouveaux aménagements. L'objectif est que ces plates-bandes fleuries du futur soient efficaces écologiquement mais aussi acceptées de tous. »

Les particuliers peuvent s'inspirer du projet au jardin ?

« Chacun peut agir simplement en limitant la tonte au jardin et en laissant des patchs de fleurs par endroits, des zones avec des trèfles, des pissenlits, des centaurées. On peut aussi planter des arbustes fleuris et des espèces mellifères. L'important est d'assurer des ressources alimentaires aux pollinisateurs tout au long de la saison. »

Votre travail consiste à protéger les pollinisateurs. Que pensez-vous du retour sur la scène politique de la loi Duplomb qui prévoit de réintroduire des néonicotinoïdes ?

« Les pesticides sont la pre-

mière cause du déclin des pollinisateurs. Ils peuvent les tuer directement ou provoquer des effets neurologiques. Dans les secteurs où les pratiques agricoles sont les plus intensives, on observe une forte raréfaction des pollinisateurs. La réintroduction possible de ces pesticides en agriculture est un retour en arrière catastrophique. Je suis très critique, d'autant que la première pétition contre la loi Duplomb a bien montré que les gens ne veulent pas du retour de ces pesticides. Il faut désormais tout faire pour protéger les pollinisateurs et faire évoluer les pratiques agricoles pour préserver la biodiversité et répondre aux défis du changement climatique. Ces produits tuent les insectes, ils ont un impact sur toute la biodiversité. Il faut bien se dire que si ça tue les insectes, cela ne peut pas être sans conséquence sur notre santé. »

● **Propos recueillis par Magalie Delle-Vedove**